



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

## Conditions d'attribution

Question écrite n° 42405

### Texte de la question

M. Paul Quilès attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme sur la réforme du logement social et ses conséquences pour les personnes handicapées. Depuis le 1er juillet 1996, les dispositions réglementaires visant à réduire le coût des constructions et des loyers ont instauré un nouveau mode de calcul pour évaluer les subventions et les prêts de l'État destinés aux logements sociaux. Cela se traduira inévitablement par une réduction des surfaces, ce qui est incompatible avec la mise en œuvre effective des règles d'accessibilité, qui imposent, dans bien des cas, des surfaces déjà majorées de l'ordre de 10 à 12 p. 100. Il souligne l'inquiétude des personnes handicapées qui aspirent légitimement à continuer à vivre à domicile. Aussi, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour permettre et améliorer l'aménagement spécifique de ces logements.

### Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention sur le mode de calcul des subventions et des prêts locatifs aides (PLA) qui s'applique aux logements sociaux réalisés depuis le 1er juillet 1996, et sur les risques que cette nouvelle réglementation lui paraît faire encourir à l'accessibilité des logements aux personnes handicapées et à la mobilité réduite. Il convient tout d'abord de rappeler que le nouveau dispositif prend pour base de calcul des subventions la surface habitable, si bien qu'un maître d'ouvrage qui veut réduire la taille d'un logement voit sa subvention diminuée en proportion. La nouvelle réglementation n'incite donc nullement à la réduction de la taille des logements et, a fortiori, elle ne comporte aucune disposition pour contraindre les maîtres d'ouvrage dans ce sens. Elle est conforme à l'aspiration légitime des personnes handicapées qui entendent vivre à domicile, et cela d'autant plus qu'elle prévoit, dans le cas des opérations de construction neuve bénéficiant du label Qualitel Accessibilité, une majoration de subvention de 5 p. 100 qui est plus élevée que celle qui était retenue auparavant ; dans le cas de logements anciens acquis et améliorés pour lesquels il n'existait jusqu'à présent aucun encouragement à améliorer l'accessibilité, elle prévoit une majoration de subvention pouvant aller jusqu'à 4 p. 100 à raison des travaux entrepris à cet effet. Ces deux mesures nouvelles, prises alors que la réforme supprime pour des raisons de simplification de nombreux autres critères de l'ancienne réglementation, témoignent de l'importance attachée à l'accessibilité des logements. À cet égard, la construction sociale continue à jouer un rôle pilote, les logements réalisés dans ce secteur se situant traditionnellement en conformité, sinon en avance, par rapport aux règles d'accessibilité et d'adaptabilité définies par le code de la construction et de l'habitation, qui sont par ailleurs intégralement maintenues.

### Données clés

**Auteur :** [M. Quilès Paul](#)

**Circonscription :** - SOC

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 42405

**Rubrique :** Logement : aides et prêts

**Ministère interrogé** : équipement, logement, transports et tourisme

**Ministère attributaire** : équipement, logement, transports et tourisme

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 19 août 1996, page 4483

**Réponse publiée le** : 9 septembre 1996, page 4837